

A la Une : bruits de bottes persistants aux portes du Nord-Mali

Par Frédéric Couteau

Discussions en cours au sein de la Cédéao en vue d'un futur déploiement militaire, l'Union africaine qui demande à l'ONU une résolution autorisant une intervention militaire, le Premier ministre malien Cheikh Modibo Diarra en visite à Alger puis à Paris... Autant de signes annonciateurs d'une prochaine intervention internationale dans le Nord-Mali. Mais dans le pays, on s'impatiente et la presse de Bamako hausse encore le ton... « *L'assaut final* », réclame le journal *Aujourd'hui*. « *L'heure n'est plus à la parole, mais à l'action ! Tel semble être le slogan des maliens déterminés à reprendre les territoires sous contrôle ; ce, malgré une inaction notoire des autorités de la transition* », affirme *Aujourd'hui*.

« *A la guerre comme à la guerre* », lance pour sa part *L'Essor*. Pour le quotidien malien, « *l'usage de la force n'est pas une option mais une obligation. C'est, en effet, l'action militaire qui va fixer les bases de la négociation, estime-t-il. Si cette dernière devait démarrer aujourd'hui, avec ce rapport de forces tellement déséquilibré et cette situation sur le terrain si défavorable, le gouvernement malien se présenterait totalement désarmé à la table de discussion. Cette certitude explique pourquoi on ne parle ces jours-ci que de la reconquête du Septentrion, en interne comme à l'étranger, relève L'Essor. Le Premier ministre, le ministre de la Défense à Ségou et Mopti, le capitaine Sanogo à Bamako et Kati, ont, chacun dans son style, avec ses mots et ses engagements, amorcé le réarmement moral et psychologique des troupes en attendant la livraison attendue d'équipements nouveaux. Tous ont conscience, poursuit le quotidien malien, que le gros de l'effort sur le champ de bataille reposera sur les épaules des unités combattantes de l'armée malienne. Une éventuelle intervention étrangère, sans préjuger de la taille du contingent déployé, ne peut avoir vocation à supporter la plus grande part des risques en première ligne. Et surtout, la mise en place de ces troupes étrangères va demander du temps.* »

L'union fait la force !

« *L'armée malienne en branle-bas de combat : Alea jacta est !* » (le sort en est jeté !), s'exclame *L'Observateur* au Burkina. « *On comprend aisément que les forces maliennes tiennent à redorer leur blason, estime le quotidien burkinabé : l'occupation du Nord et la fuite des soldats devant des rebelles surarmés ont un tant soit peu entaché la fierté nationale et fait déconsidérer les militaires maliens.* »

Cela dit, relève L'Observateur, « il ne faudrait pas que les combattants maliens qui, il y a peu, se plaignaient justement du manque d'équipements pour aller au front, aillent s'ensabler dans le Nord pour ensuite demander l'aide extérieure. De plus, une intervention armée dans le Nord n'aura pas des allures de guerre classique, mais plutôt de guérilla urbaine, les rebelles se fondant facilement dans la population. A toutes ces difficultés s'ajoutent l'étendue du territoire à reconquérir, les problèmes logistiques, la désorganisation de l'armée elle-même et la puissance de feu, non négligeable, de l'ennemi. Autant dire que ce n'est pas gagné d'avance, estime L'Observateur, et que les autorités maliennes devront être bien sûres de leur fait avant d'envoyer leurs éléments au front. »

Le quotidien burkinabé avance encore que, « *même s'il serait normal pour l'armée malienne d'être en première ligne dans la reconquête du Nord, il serait suicidaire pour elle de balayer du revers de la main la solidarité sous-régionale, en vertu de laquelle on multiplie les rencontres actuellement. C'est bien connu, l'union fait la force.* »

Qu'on n'aille pas s'éterniser au Mali...

Justement, les responsables de la force en attente de la Cédéao sont réunis depuis hier à Abidjan en vue d'une éventuelle intervention. Le général Soumaïla Bakayoko, chef d'état-major général de l'armée ivoirienne et président du comité des chefs d'état-major de la Cédéao, est resté pour le moins prudent. Ses propos sont rapportés par *Fraternité Matin* : ce déploiement « *doit être fait en ayant à l'esprit la nécessité d'un engagement opérationnel de choc, affiné et de courte durée. (...) Qu'on n'aille pas s'éterniser au Mali, a encore déclaré le général Bakayoko. Que notre force soit suffisante pour faire reculer immédiatement l'ennemi. Pour que ce ne soit pas une situation de combat qui s'éternise des mois et des mois.* »